

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

| | |
|--------------|---|
| Suchabfrage | 23.04.2024 |
| Thema | Keine Einschränkung |
| Schlagnote | Aussenhandel, KMU, Strukturpolitik |
| Akteure | Keine Einschränkung |
| Prozesstypen | Internationale Beziehungen |
| Datum | 01.01.1965 - 01.01.2021 |

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Burgos, Elie
Caretti, Brigitte
Eperon, Lionel
Escher, Regina
Gerber, Jean-Frédéric
Hirter, Hans
Huguenet, François
Hulliger, Caroline
Mach, André
Porcellana, Diane
Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Burgos, Elie; Caretti, Brigitte; Eperon, Lionel; Escher, Regina; Gerber, Jean-Frédéric; Hirter, Hans; Huguenet, François; Hulliger, Caroline; Mach, André; Porcellana, Diane; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Aussenhandel, KMU, Strukturpolitik, Internationale Beziehungen, 1980 – 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

| | |
|---|----|
| Allgemeine Chronik | 1 |
| Grundlagen der Staatsordnung | 1 |
| Föderativer Aufbau | 1 |
| Städte, Regionen, Gemeinden | 1 |
| Aussenpolitik | 1 |
| Beziehungen zu internationalen Organisationen | 2 |
| Zwischenstaatliche Beziehungen | 3 |
| Entwicklungspolitik | 3 |
| Aussenwirtschaftspolitik | 4 |
| Wirtschaft | 9 |
| Wirtschaftspolitik | 9 |
| Strukturpolitik | 9 |
| Infrastruktur und Lebensraum | 10 |
| Umweltschutz | 10 |
| Naturschutz | 10 |

Abkürzungsverzeichnis

| | |
|-----------------|---|
| UNO | Organisation der Vereinten Nationen |
| EFTA | Europäische Freihandelsassoziation |
| WTO | Welthandelsorganisation |
| SECO | Staatssekretariat für Wirtschaft |
| OECD | Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung |
| IWF | Internationaler Währungsfonds |
| EU | Europäische Union |
| EDI | Eidgenössisches Departement des Inneren |
| EWR | Europäischer Wirtschaftsraum |
| THG | Bundesgesetz über die technischen Handelshemmnisse |
| ERG | Exportrisikogarantie |
| EG | Europäische Gemeinschaft |
| EVD | Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement |
| BAWI | Bundesamt für Aussenwirtschaft |
| GATT | General Agreement on Tariffs and Trade |
| OPEC | Organisation erdölexportierender Länder |
| ASEAN | Verband Südostasiatischer Nationen |
| MERCOSUR | Gemeinsamer Markt des Südens |
| NAFTA | Nordamerikanisches Freihandelsabkommen |
| APEC | Asiatisch-Pazifische Wirtschaftsgemeinschaft |
| POEL | mittel- und osteuropäische Länder |
| NRP | Neue Regionalpolitik |

| | |
|-----------------|---|
| ONU | Organisation des Nations unies |
| AELE | Association européenne de libre-échange |
| OMC | Organisation mondiale du commerce |
| SECO | Secrétariat d'Etat à l'économie |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement économiques |
| FMI | Fonds monétaire International |
| UE | Union européenne |
| DFI | Département fédéral de l'intérieur |
| EEE | l'Espace économique européen |
| LETC | Loi fédérale sur les entraves techniques au commerce |
| GRE | Garantie contre les risques à l'exportation |
| CE | Communauté européenne |
| DFE | Département fédéral de l'économie publique |
| OFAEE | Office fédéral des affaires économiques extérieures |
| GATT | General Agreement on Tariffs and Trade |
| OPEP | Organisation des pays exportateurs de pétrole |
| ASEAN | Association des nations de l'Asie du Sud-Est |
| MERCOSUR | Marché commun du Sud |
| ALENA | Accord de libre-échange nord-américain |
| APEC | Coopération économique pour l'Asie-Pacifique |
| PECO | pays d'Europe centrale et orientale |
| NPR | Nouvelle politique régionale |

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Föderativer Aufbau

Städte, Regionen, Gemeinden

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 30.10.2019
DIANE PORCELLANA

Les professionnels actifs dans les **programmes européens Interreg**, visant à renforcer et à développer les régions de montagne, les espaces ruraux et les régions frontalières par une approche transfrontalière, se sont réunis pour dresser le bilan de la période de programmation 2014-2020 (Interreg V) et pour préparer la prochaine période 2021-2027 (Interreg VI). La Suisse prend part aux programmes transnationaux Espace alpin et Europe du Nord-Ouest, au programme d'échange d'expériences entre les villes URBACT et au réseau d'observation du territoire ESPON. Durant la période en cours, 300 projets auxquels la Suisse participe, ont été mis en œuvre. Elle y a contribué à hauteur de 55 millions de francs, au titre de sa Nouvelle politique régionale (NPR). La collaboration est jugée satisfaisante, elle influence positivement le développement économique, social et territorial des régions concernées. Pour la période à venir, les modalités juridiques et financières retenues par l'UE n'ont pas encore été précisées. La Suisse entend maintenir son soutien financier.¹

Aussenpolitik

Aussenpolitik

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 26.09.1990
BRIGITTE CARETTI

En ce qui concerne les **ventes non militaires** de la Suisse dans cette zone, J.-P. Delamuraz se voulut rassurant en spécifiant que les échanges, tant avec l'Irak qu'avec le Koweït, étaient relativement restreints. Environ 200 entreprises seraient, selon les premières estimations, touchées par les sanctions économiques prises. Pour le moment, les autorités fédérales n'entendent pas, selon J.-P. Delamuraz, indemniser ces industries en dehors des possibilités offertes par la garantie contre les risques à l'exportation (GRE) et la loi sur l'assurance-chômage.²

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 18.03.1996
LIONEL EPERON

Transmis au parlement dans le courant du mois d'avril, le rapport du Conseil fédéral sur le **programme de la législature 1995-1999** ne consacre qu'une part succincte aux grandes lignes à partir desquelles le gouvernement entend mener son action en matière de relations extérieures durant les quatre années à venir. A ce titre, le Conseil fédéral s'est fixé de réaliser **deux objectifs principaux**: le premier est de parvenir à la conclusion des négociations bilatérales sectorielles avec l'Union européenne et d'apprécier, à la lumière des résultats obtenus, la suite à donner à la politique d'intégration de la Suisse au sein de l'Europe. Quant au second, il vise à consolider la présence de la Confédération à l'étranger par l'élargissement et l'approfondissement des relations bilatérales et multilatérales sur le plan économique avant tout. Dans cette perspective, le gouvernement s'emploiera notamment à obtenir un renforcement des systèmes d'organisation du commerce mondial (OMC, OCDE) et accentuera sa collaboration avec les organisations économiques régionales telles que l'ALENA, l'ASEAN ou encore le MERCOSUR. En matière de coopération au développement, le gouvernement entend par ailleurs consacrer entre 0,31% et 0,32% du produit national brut à des mesures d'aide en faveur des pays les plus démunis. Si l'objectif de porter le volume de cette aide à 0,4% du PNB demeure, il ne pourra toutefois être réalisé que durant une prochaine législature en raison des difficultés financières de la Confédération.³

Beziehungen zu internationalen Organisationen

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 20.07.1991

ANDRÉ MACH

Une coalition hétéroclite, "**forum GATT**", comprenant des associations paysannes, écologistes, de consommateurs, tiers-mondistes et syndicales s'est formée en Suisse **pour dénoncer la tournure prise par les négociations** du GATT. Elle a proposé de modifier fondamentalement les principes directeurs à la base de l'Uruguay Round. Selon cette association, la libéralisation du commerce mondial ne pourra pas réussir aussi longtemps que l'on ne prendra pas en compte les impératifs sociaux et environnementaux.⁴

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 24.12.1991

ANDRÉ MACH

A la fin de l'année, après que le congrès américain eut autorisé la prolongation du mandat de négociation de l'administration du président Bush, A. Dunkel, directeur général du **GATT**, a présenté aux différentes délégations un **projet d'accord** qui devrait servir de base de discussion pour un compromis final. La CE, la France tout particulièrement, a annoncé immédiatement qu'elle s'opposerait à ce texte, car elle considère qu'il est trop favorable aux thèses américaines. Le chef du DFEF, J.P. Delamuraz, a estimé que l'état des négociations dans l'agriculture n'était pas encore acceptable pour la Suisse. Le projet de compromis a aussi suscité de nombreuses protestations de la part des organisations paysannes suisses.⁵

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 09.12.1995

LIONEL EPERON

Après les déconvenues rencontrées par l'AELE en 1994, les perspectives d'avenir quant à l'évolution de l'organisation se sont quelque peu améliorées durant l'année sous revue. Désireuse de renforcer sa présence et son influence européenne sans pour autant élargir le nombre de ses membres, l'Association a adopté à Bergen (Norvège) une déclaration prévoyant la conclusion de **nouveaux accords de libre-échange** avec les pays tiers. Dans cette perspective, l'AELE devait tout d'abord signer un accord de ce type avec la Slovénie dont la demande d'adhésion à l'organisation est toujours pendante. Lors de la réunion des ministres des pays membres qui s'est déroulée à Zermatt (VS), l'Association a par la suite conclu des accords multilatéraux de libre-échange avec la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ainsi que des déclarations de coopération avec trois pays d'Afrique du Nord (Egypte, Maroc et Tunisie). Celles-ci pourraient servir de base à la création d'une future zone de libre-échange. Signalons enfin que le secrétariat général de l'AELE - qui a repris ses activités début juillet après avoir été réorganisé et redimensionné - restera basé à Genève.⁶

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 14.12.1996

LIONEL EPERON

C'est à Singapour que s'est tenue la **première conférence ministérielle** de l'OMC qui a réuni en décembre les représentants des 127 pays membres de l'organisation. A cette occasion, les débats sur l'introduction dans les relations commerciales multilatérales d'une **clause sociale** comprenant des normes minimales de protection des travailleurs (interdiction du travail des enfants et du travail forcé des prisonniers, libre exercice des droits syndicaux) rendirent compte de l'existence d'un profond clivage entre pays industrialisés - désireux de lutter contre le dumping salarial et social - et pays en développement pour qui ces dispositions réduiraient les avantages comparatifs d'une main-d'oeuvre bon marché. Compte tenu de ces divergences, l'accord de principe auquel parvinrent les pays membres après quatre jours d'intenses négociations ne charge l'OMC d'aucun mandat spécifique sur le dossier des normes sociales fondamentales. Un pas important en matière de libéralisation des **technologies de l'information** a en revanche été réalisé, puisque 28 membres de l'OMC (dont la Suisse) se sont entendus sur l'abolition, d'ici à l'an 2000, des tarifs douaniers sur plus de 400 produits commercialisés dans ce nouveau secteur phare de l'économie mondiale. En outre, les ministres des pays parties ont décidé d'étendre les travaux de l'OMC à de nouveaux domaines dont les plus importants concernent le commerce et les investissements ainsi que le commerce et la concurrence. Côté helvétique, le conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz profita de la tribune qui lui était offerte à cette occasion pour mettre en garde contre les effets d'une nouvelle forme de protectionnisme induit par la récente vague d'unions économiques régionales (Alena, Asean, Mercosur, Apec).⁷

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 05.06.1998
FRANÇOIS HUGUENET

L'association européenne de libre-échange (AELE) a poursuivi sur la voie de l'**expansion**, notamment vis-à-vis des pays du **bassin méditerranéen**. Elle a débuté des négociations avec l'Égypte, la Jordanie et Chypre et poursuivi celles avec la Tunisie. Elle a également signé un accord intérimaire avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et entamé pour la première fois des négociations outre-Atlantique avec le **Canada**. Cette dernière opération revêt une grande importance puisqu'elle ouvrirait à l'AELE les portes de l'espace économique nord-américain (ALENA) et ceci avant l'UE. C'est sur l'initiative du Canada que ce rapprochement a été effectué. Ce dernier cherche en effet à diversifier sa politique économique extérieure afin de diminuer sa dépendance vis-à-vis du marché des États-Unis. L'accord de libre-échange avec Ottawa portera sur les produits industriels, le poisson, les produits agricoles transformés et probablement les services. L'agriculture fera l'objet d'accords bilatéraux. Lors des deux réunions ministérielles de Reykjavik et de Loèche-les-Bains (VS), les membres de l'AELE ont statué sur le libre-échange dans le domaine des poissons d'eau douce et du tabac. La Suisse a notamment renoncé à une disposition de 1989 relative au maintien de droits de douane sur les poissons d'eau douce.⁸

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 15.12.1999
FRANÇOIS HUGUENET

Les quatre États (Suisse, Norvège, Islande et Liechtenstein) de l'Association européenne de libre-échange (AELE) cherchent à signer avec le Canada le premier **accord de libre-échange transatlantique**. Alors que c'est le premier ministre canadien Jean Chrétien qui proposa d'entrer en négociation avec l'AELE en 1997, il semble aujourd'hui que le Canada soit un peu moins pressé. Programmée initialement à la fin de l'année 1999, la signature de cet accord a été repoussée à une date ultérieure. Par ailleurs, la Suisse a proposé d'étendre à ses partenaires de l'AELE les bénéfices résultant de la conclusion des accords bilatéraux avec l'UE. Un groupe de travail a été constitué à cet effet. Lors de la Conférence ministérielle de l'AELE qui s'est déroulée à Genève au mois de décembre, les pays membres ont décidé d'étendre leurs accords de libre-échange à de nouveaux pays tiers. Lors de l'année sous revue, l'AELE a également entamé des négociations avec la Macédoine et poursuivi celles avec le Conseil des États du Golfe, la Jordanie, Chypre, la Tunisie et l'Égypte.⁹

Zwischenstaatliche Beziehungen

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 20.01.2015
CAROLINE HULLIGER

Avant de se rendre au Forum économique mondial (WEF) à Davos, **Johann Schneider-Ammann a rencontré à Zurich son homologue chinois** Gao Hucheng. Les deux hommes se sont entretenus sur l'accord de libre-échange entré en vigueur le 1er juillet 2014 et dont ils se sont montrés très satisfaits. Il a aussi été question du développement des négociations au sein de l'OMC, notamment en ce qui concerne l'instauration d'un système de règles uniformes pour tous les partenaires commerciaux.¹⁰

Entwicklungspolitik

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 09.10.1981
JEAN-FRÉDÉRIC GERBER

MIGRIERT L'Assemblée fédérale a tout de même **ratifié une série de projets d'aide au tiers monde dans le cadre des mesures de politique commerciale**. Il s'agit du financement d'un Fonds commun pour les produits de base, de la conclusion ou de la prorogation de deux accords particuliers pour le caoutchouc et le cacao ainsi que la prolongation pendant dix nouvelles années des préférences tarifaires pour les exportations industrielles des pays pauvres. La grande nouveauté réside dans l'établissement de ce Fonds commun pour la stabilisation des prix des matières premières. Son coût ne devrait pas dépasser 19 millions de francs. Ce montant servira à la fois au financement des stocks régulateurs, à la diversification et commercialisation des produits de base en provenance des pays en développement. Parmi les crédits mixtes accordés au titre de l'aide à la balance des paiements, le plus controversé a été celui octroyé au Maroc. Une proposition de différer la conclusion du traité bilatéral a été rejetée. Enfin, les Chambres ont adopté deux accords spéciaux. L'un vise à l'octroi d'un prêt à la Turquie et l'autre porte sur l'indemnisation des biens appartenant à des ressortissants suisses nationalisés par le Zaïre. En raison des régimes politiques au pouvoir dans ces deux pays, tous deux se sont heurtés à l'opposition des milieux de la gauche.¹¹

Aussenwirtschaftspolitik

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 13.08.1980
REGINA ESCHER

MIGRIERT Der Ministerrat der OECD, die 1980 auf eine zwanzigjährige Tätigkeit zurückblickte, verabschiedete eine Handelserklärung, welche über das bisherige Stillhalteabkommen (Trade Pledge) hinausgeht. Die neugeschaffenen Überwachungs- und Konsultationsmechanismen sollen die handelspolitische Zusammenarbeit aller Mitgliedstaaten fördern und der in letzter Zeit vermehrt in Erscheinung tretenden bilateralen Lenkung der Handelsströme zwischen den grössten Wirtschaftspartnern entgegenwirken. Dies liegt namentlich im Interesse der kleineren Staaten.¹²

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 30.12.1980
REGINA ESCHER

Die **schweizerische Aussenwirtschaft** sah sich einer ungünstigen Weltwirtschaftslage gegenüber. Das Wachstum des Bruttosozialproduktes der westlichen Industriestaaten verlangsamte sich. Die Arbeitslosigkeit nahm zu. Der massive Anstieg der Erdölpreise, um 150 Prozent seit Ende 1978, stellte eine der Hauptursachen der Konjunkturschwäche dar. Einige Regierungen schlugen einen restriktiven monetären Kurs (Beschränkung des Wachstums der Geldmenge) ein, um die hohen Inflationsraten zu senken. Die wirtschaftlichen Schwierigkeiten, welche sich sektoriell noch durch die aggressive Exportstrategie einiger Niedriglohnländer verschärften, waren mit ein Grund für das Wiedererstarken protektionistischer Tendenzen.

Trotz ihrer engen **Auslandsverflechtung** konnte sich die schweizerische Volkswirtschaft 1980 weitgehend von den Rezessionserscheinungen der übrigen Industriestaaten abschirmen. Die Beschäftigung erreichte den höchsten Stand seit 1975. Eine der Ursachen dafür, dass die schweizerische Konjunktur nicht parallel zur ausländischen verlief, ist in der Entwicklung des Wechselkurses zu suchen. Nominell sank der Wert des Frankens gegenüber den Währungen der wichtigsten Handelspartner 1980 um durchschnittlich ungefähr 3.5 Prozent. Da die Inflationsrate in der Schweiz um etwa 6.5 Prozent geringer war als im Ausland, betrug die reale Abwertung gar rund zehn Prozent. Die Situation am Währungsmarkt war derjenigen von 1978 entgegengesetzt. Damals hatte der hohe Frankenkurs die Wettbewerbsfähigkeit der Exportindustrie beträchtlich in Mitleidenschaft gezogen. 1980 hingegen wirkte sich der gesunkene Kurs fördernd auf die Exporte aus. Der hohe Auslastungsgrad der Exportindustrie trug wesentlich zum guten Abschneiden der schweizerischen Gesamtwirtschaft bei. Am Jahresende verlangsamte sich jedoch das Wachstum der Ausfuhren. Der Auftragsbestand war nicht mehr höher als 1979. Nach und nach begann die ungünstige internationale Wirtschaftslage trotz des schwachen Frankens die Nachfrage nach schweizerischen Exporten zu beeinflussen. Die Entwicklung des Wechselkurses brachte auch Nachteile mit sich. Die Importpreise stiegen noch mehr, als es wegen der Verteuerung des Erdöls ohnehin der Fall gewesen wäre. Für die auf Geldwertstabilität ausgerichtete schweizerische Konjunkturpolitik stellte dies eine unerwünschte Entwicklung dar. (Siehe auch: Währungspolitik der SNB in 1980)¹³

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 30.12.1980
REGINA ESCHER

MIGRIERT Trotz ihrer engen Auslandsverflechtung konnte sich die schweizerische Volkswirtschaft 1980 weitgehend von den Rezessionserscheinungen der übrigen Industriestaaten abschirmen. Die Beschäftigung erreichte den höchsten Stand seit 1975. Eine der Ursachen dafür, dass die schweizerische Konjunktur nicht parallel zur ausländischen verlief, ist in der Entwicklung des Wechselkurses zu suchen. Nominell sank der Wert des Frankens gegenüber den Währungen der wichtigsten Handelspartner 1980 um durchschnittlich ungefähr 3.5%. Da die Inflationsrate in der Schweiz um etwa 6.5% geringer war als im Ausland, betrug die reale Abwertung gar rund 10%. Die Situation am Währungsmarkt war derjenigen von 1978 entgegengesetzt. Damals hatte der hohe Frankenkurs die Wettbewerbsfähigkeit der Exportindustrie beträchtlich in Mitleidenschaft gezogen. 1980 hingegen wirkte sich der gesunkene Kurs fördernd auf die Exporte aus. Der hohe Auslastungsgrad der Exportindustrie trug wesentlich zum guten Abschneiden der schweizerischen Gesamtwirtschaft bei. Am Jahresende verlangsamte sich jedoch das Wachstum der Ausfuhren. Der Auftragsbestand war nicht mehr höher als 1979. Nach und nach begann die ungünstige internationale Wirtschaftslage trotz des schwachen Frankens die Nachfrage nach schweizerischen Exporten zu beeinflussen. Die Entwicklung des Wechselkurses brachte auch Nachteile mit sich. Die Importpreise stiegen noch mehr, als es wegen der Verteuerung des Erdöls ohnehin der Fall gewesen wäre. Für die auf Geldwertstabilität ausgerichtete schweizerische Konjunkturpolitik stellte dies eine unerwünschte Entwicklung dar. (Siehe auch: Währungspolitik der SNB in 1980)¹⁴

Wechselkurswirkung und Erdölpreiserhöhung waren Hauptursachen dafür, dass sich die **Einfuhren** um durchschnittlich 20.7 Prozent verteuerten. Bei den Exporten war der Preisauftrieb nur halb so gross. Die Schweiz musste also eine markante Verschlechterung des realen Austauschverhältnisses (terras of trade) und damit eine Tendenz zur Passivierung der Handelsbilanz hinnehmen. Zudem wurde die reale Zunahme der Exporte von 1.7 Prozent durch diejenige der Importe, die 3.5 Prozent betrug, übertroffen. Die gute inländische Konjunktur liess die Importnachfrage trotz der stark gestiegenen Preise zunehmen. Das Ergebnis war eine ausgeprägt defizitäre Handelsbilanz. Einfuhren in der Höhe von CHF 609 Mrd. standen Ausfuhren von CHF 49.6 Mrd. gegenüber. Die Exporte deckten demnach nur 81.5 Prozent der Importe. 1979 hatte diese Zahl noch 90.3 Prozent betragen. Die Saldi aus der Dienstleistungs- und der Kapitalertragsbilanz vermochten den Fehlbetrag im Aussenhandel nicht zu kompensieren. Dies obwohl sich der Tourismus erfreulich entwickelte und obwohl die Netto-Kapitalerträge aus dem Ausland deutlich stiegen. Zum ersten Mal seit fünfzehn Jahren wies die Schweiz somit eine defizitäre Ertragsbilanz auf. Ungewollt kam die Schweiz mit der Passivierung ihrer Ertragsbilanz dem Wunsche derjenigen internationalen Organisationen entgegen, die von den Staaten mit einer guten Wirtschaftslage, also von der Bundesrepublik Deutschland, Japan und der Schweiz, eine Ausweitung ihrer Importnachfrage gefordert hatten; dieses Ziel, sollte mittels einer expansiven Konjunkturpolitik erreicht werden. 1980 vollzog sich in dieser Beziehung innerhalb des Internationalen Währungsfonds (IWF) und der OECD jedoch ein beachtlicher Gesinnungswandel. Als Rezept gegen den weltweiten Konjunkturabschwung gilt nicht mehr monetäre und fiskalische Expansion, sondern die absolute Priorität der Inflationsbekämpfung. Damit empfehlen diese Organisationen nunmehr gerade den Kurs, den die schweizerische Nationalbank schon seit langem zu verwirklichen trachtet.

Bei einem beinahe stagnierenden Welthandelsvolumen vermochte die Schweiz ihren **Weltmarktanteil** leicht zu erhöhen. Wichtigste Wirtschaftspartner der Schweiz als Lieferanten und als Abnehmer waren nach wie vor die westeuropäischen Staaten. Die Importe aus diesem Gebiet stiegen nominal um 21 Prozent, die Exporte dorthin um 13.9 Prozent. Das schweizerische Handelsbilanzdefizit mit Westeuropa betrug nahezu CHF 15 Mrd. Auch der Handel mit den aussereuropäischen OECD-Staaten führte zu einem Passivum. Gegenüber Japan musste die Schweiz sogar eine Exporteinbusse hinnehmen, während die Einfuhren aus diesem Land um 48.6 Prozent höher waren als vor Jahresfrist. Die gestiegenen Energiekosten führten zu einer markanten Ausweitung des Importwertes aus den OPEC-Staaten und aus den osteuropäischen Handelspartnern. Während sich gegenüber der OPEC jedoch auch die Exporte um 23.9 Prozent zu steigern vermochten, stagnierte der Wert der Ausfuhren nach Osteuropa. Dies ist hauptsächlich auf die restriktive Handelspolitik dieser Länder zurückzuführen, die das Wachstum der Aussenverschuldung zu bremsen versuchen. Im Handel mit Iran war eine leichte Erholung zu verzeichnen. Das Niveau von 1978 wurde jedoch noch immer nicht erreicht. Die Schweiz ist also nicht zur Nutzniesserin des Wirtschaftsboykotts der USA und der EG geworden. Insgesamt führte der Handel mit den Nicht-OECD-Staaten (Staatshandelsländer und Dritte Welt) zu einem Aktivum in der Handelsbilanz von rund CHF 4.5 Mrd.

Am stärksten vermochte die Maschinen- und Apparateindustrie ihre Ausfuhr zu steigern. Sie verkaufte nominal 14.1 Prozent, real elf Prozent mehr ans Ausland als 1979. Auch die Branchen Metall- und Metallwaren, Textil und Bekleidung sowie Chemie schnitten gut ab. Die Uhrenindustrie weitete ihren Export zwar nominal um 8.9 Prozent aus, musste aber eine mengenmässige Einbusse von 6.1 Prozent hinnehmen; der Trend zu teureren Produkten ist an dieser Entwicklung mitbeteiligt.

Bei den **Importen** sticht die Erhöhung der Einfuhr von Investitionsgütern um real 19 Prozent hervor. Rohstoffe und Halbfabrikate wurden 8.8 Prozent mehr importiert. Die Schweiz bezog real 0.6 Prozent weniger Energieträger vom Ausland als 1979; wegen der gestiegenen Preise musste sie dennoch 17.2 Prozent mehr dafür bezahlen als im Vorjahr. Stark fiel die Teuerung der importierten Edelmetalle für die Industrie ins Gewicht, da die Einfuhr auch mengenmässig beträchtlich stieg. (Cf. Kritik vom OECD-Rat in 1979)¹⁵

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 13.03.1990
BRIGITTE CARETTI

Les **mouvements commerciaux suisses** avec l'**Afrique du Sud** ont connu, en 1990, des évolutions dissemblables. Alors que les exportations ont augmenté de 5,1%, les importations ont diminué de 45%. Ce changement résulte d'une modification dans la prise en considération de la provenance des diamants puisque, en vertu de l'indépendance de la Namibie le 21 mars 1990 – reconnue par la Suisse à la fin du même mois – les pierres originaires de cet Etat sont désormais comptabilisées distinctement.¹⁶

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 15.02.1995
LIONEL EPERON

Mis en consultation en 1994, le projet de **loi sur les entraves techniques au commerce** (LETC) – qui, à l'instar de la loi révisée sur les cartels ainsi que de la nouvelle loi sur le marché intérieur, constitue un des piliers du programme de revitalisation de l'économie nationale – a été soumis aux Chambres fédérales. Résultant d'exigences divergentes envers les produits, de l'application différenciée de règlements techniques ou encore de la non-reconnaissance des essais ou homologations, les obstacles techniques au commerce sont à l'origine de coûts économiques particulièrement importants pour un pays aussi internationalement intégré que la Suisse. Conçue dans la droite ligne du premier train de mesures de revitalisation adopté par le Conseil fédéral suite au rejet de l'Accord EEE en 1992, la nouvelle réglementation a dès lors pour but d'éviter, de réduire ou d'éliminer ce type d'entraves. La capacité concurrentielle des entreprises suisses devrait ainsi s'en trouver améliorée. La LETC cherche, par ailleurs, à promouvoir et à faciliter la coopération internationale dans le domaine des règlements techniques puisqu'à l'avenir le gouvernement disposera d'une compétence pour conclure des accords internationaux en la matière. En tant que loi-cadre, la LETC introduit des principes généraux dans la législation sectorielle suisse afin de prévenir les entraves techniques au commerce inutiles, et ce dans toutes les phases et à tous les niveaux de l'élaboration, de l'adoption et de l'application des règlements techniques.

Contrairement à certaines craintes émises en 1994 durant la procédure de consultation, l'harmonisation des prescriptions suisses ne devrait pas conduire à un abaissement des **standards helvétiques** de protection de l'environnement, de la santé ou du consommateur. En effet, cette adaptation se fera en principe sur la base des prescriptions des principaux partenaires commerciaux de la Confédération dont le niveau de protection est en général au moins équivalent à celui que connaît la Suisse. Par ailleurs, il est prévu que la protection de certains **intérêts publics prépondérants** puisse être à l'origine de dérogations au principe de la compatibilité internationale des règlements techniques, pour autant que ces dernières ne constituent en fait une restriction déguisée aux échanges. Concernant le champ d'application de la LETC, celui-ci est limité, à une exception près, à la législation fédérale, de sorte que la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons n'est pas modifiée. Il convient finalement de relever que les dispositions de la LETC sont conformes aux traités internationaux existant dans ce domaine, notamment aux accords du GATT de 1979 et 1994, ainsi qu'aux règles et à la pratique de l'Union européenne.¹⁷

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 22.03.1995
LIONEL EPERON

Après avoir pris acte du rapport sur la **politique économique extérieure 1994/1+2**, le parlement a approuvé les arrêtés fédéraux portant approbation de l'Accord international de 1994 sur le café ainsi que des Accords de commerce et de coopération économique entre la Confédération et la Fédération de Russie, respectivement la République du Kazakhstan. Il en a fait de même pour l'arrêté fédéral portant approbation des arrangements relatifs aux produits agricoles entre la Suisse et les Républiques d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie ainsi que pour celui portant sur la modification des conventions de 1987 entre la Communauté européenne et les pays de l'AELE relatives à la simplification des formalités dans les échanges de marchandises et à un régime de transit commun.¹⁸

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 01.07.1995
LIONEL EPERON

La requête du Tribunal fédéral demandant des compléments d'information dans l'affaire du "**supercanon**" irakien ayant été satisfaite, la Chambre d'accusation de la Haute cour a décidé de faire comparaître devant la Cour pénale fédérale les cinq cadres supérieurs de la direction des entreprises Von Roll et Uldry SA, accusés d'infraction à la loi sur le matériel de guerre.¹⁹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 07.12.1995
LIONEL EPERON

Présentée en milieu d'année par le Conseil fédéral, la modification de la Convention du 20 mai 1987 entre la Communauté européenne et la Suisse ainsi que les pays AELE relative à un **régime de transit commun** a été acceptée à l'unanimité par le parlement. Cette modification crée la base légale nécessaire à l'entraide mutuelle des administrations douanières dans le recouvrement des créances liées à certaines opérations de transport de marchandises.²⁰

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 17.12.1996
LIONEL EPERON

Dans le courant du mois d'octobre, le secrétaire d'Etat et directeur de l'OFAEE, Franz Blankart, a annoncé l'avènement au 1er janvier 1997 d'un **système multilatéral de libre-échange paneuropéen** englobant l'Union européenne, l'AELE et dix pays d'Europe centrale et orientale (PECO): Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Slovénie, Estonie, Lettonie et Lituanie. Ce nouvel espace économique consacrera l'unification et la simplification des règles d'origine figurant dans les divers accords UE/PECO et AELE/PECO.²¹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 20.01.1997
LIONEL EPERON

Suite à l'autorisation octroyée par les autorités fédérales en automne 1996, l'entreprise Pilatus de Stans (NW) a livré dix-sept avions de type **PC-9 à la Croatie**. Destinés à l'entraînement des pilotes de l'armée croate, ces appareils n'ont pas été munis de points d'ancrage sous les ailes qui permettraient éventuellement de les armer.²²

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 31.12.1997
LIONEL EPERON

Les résultats enregistrés en 1997 par l'industrie suisse de l'armement ont confirmé la **tendance à la hausse** que connaît ce type d'exportations depuis la remontée spectaculaire amorcée en 1996. Ainsi, les ventes de matériel de guerre à l'étranger ont atteint la valeur globale de 294,31 millions de francs, soit 61,37 millions de plus qu'en 1996. Leur proportion par rapport à l'ensemble des marchandises helvétiques exportées a ainsi crû de 0,23% à 0,26%. Pour la seconde année consécutive, le principal acquéreur d'armes helvétiques a été Oman (61,51 millions), suivi de l'Allemagne (37,9 millions) et des Etats-Unis (34,1 millions).²³

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 31.12.1997
LIONEL EPERON

Les Chambres fédérales ont tour à tour pris acte du rapport du Conseil fédéral sur la **politique économique extérieure 1996/1+2**. Au cours des discussions relatives à cet objet, plusieurs voix se sont élevées pour demander au gouvernement d'inclure dans les versions futures de ce document un chapitre consacré aux relations monétaires et financières, proposition qui a reçu l'aval de l'exécutif. L'examen de ce rapport a été suivi par l'adoption de cinq arrêtés fédéraux ayant trait à la politique économique extérieure de la Suisse: l'arrêté fédéral portant approbation des Accords entre les Etats de l'AELE et les Républiques d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie, celui approuvant l'Accord sur l'assurance directe entre la Confédération et le Liechtenstein, l'arrêté fédéral portant approbation de la Convention avec les Etats-Unis relative à l'extension du champ d'application de l'Accord OMC sur les marchés publics, celui approuvant l'extension du champ d'application de l'Accord OMC sur les marchés publics, et enfin l'arrêté fédéral portant approbation des modifications de la liste LIX-Suisse-Liechtenstein.²⁴

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 30.01.1998
FRANÇOIS HUGUENET

L'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur les armes au second semestre a également eu une **portée restrictive pour les achats d'armes des étrangers** en Suisse. Une base de donnée a notamment été constituée afin de répertorier tous les achats d'armes d'étrangers. Par voie d'ordonnance, le Conseil fédéral peut interdire à tous les ressortissants d'un pays déterminé de se fournir chez les armuriers suisses.²⁵

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 26.02.1998
FRANÇOIS HUGUENET

La **nouvelle loi** sur le matériel de guerre, adoptée en 1996, est **entrée en vigueur** en début d'année. Avec la loi sur le contrôle des biens à double usage, elle avait servi de contre-projet indirect à l'initiative socialiste «pour une interdiction d'exporter du matériel de guerre» rejetée par le peuple en 1997. Désormais, les opérations de courtage seront également soumises à autorisation, même lorsque le matériel ne transite pas par la Suisse. Il en sera de même pour les opérations de transfert de technologie ou de savoir-faire, tout comme pour le matériel moderne tel que les supraconducteurs, les lasers ou encore la software. Seul l'OFAEE sera autorisé à

délivrer ces autorisations. Par contre, il est désormais possible à la Suisse de livrer du matériel de guerre dans des zones de tension, comme par exemple aux troupes de l'ONU. La nouvelle loi contient en outre des dispositions interdisant toute activité ayant trait aux armes chimiques, nucléaires ou biologiques.²⁶

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 16.12.1998
FRANÇOIS HUGUENET

Suite aux essais d'armes nucléaires réalisés par l'**Inde** et le **Pakistan**, le Conseil fédéral a décidé de refuser les exportations de matériel de guerre en direction de ces pays et de traiter prudemment les exportations de biens pouvant avoir un double usage. Des mesures du même type ont été prises par le gouvernement suite au développement du conflit armé au Kosovo. Diverses saisies avaient à plusieurs reprises fait état d'un trafic d'armes en provenance de Suisse pour le **Kosovo** et la police fédérale a arrêté une dizaine de personnes, dont des armuriers suisses. A cela est venu s'ajouter le gel des avoirs des gouvernements yougoslaves et serbes, ainsi que l'interdiction de nouveaux investissements et de crédits publics vers la Serbie.²⁷

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 16.03.1999
FRANÇOIS HUGUENET

Un **accord commercial avec la Géorgie** a été signé à Berne par Pascal Couchepin et son homologue géorgien Tamar Beruchashvili. Il fixe les plus importants principes de l'OMC comme base d'échange entre les deux parties.²⁸

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 30.03.1999
FRANÇOIS HUGUENET

L'Office des affaires économiques extérieures (OFAEE) a organisé une conférence d'experts à Interlaken à laquelle ont participé des centaines de spécialistes du monde entier ainsi que des représentants des Nations Unies et de l'UE. Les discussions ont porté sur un nouveau système de **sanctions internationales** qui touchent directement les personnes au pouvoir et non pas la population dans son ensemble.²⁹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 11.05.1999
FRANÇOIS HUGUENET

Afin de mieux les intégrer dans l'économie mondiale, le Conseil fédéral a décidé de soutenir davantage les **importations en provenance des pays en voie de développement**. Celles-ci représentent environ 6% du total des importations suisses (en valeur). Pour ce faire, le gouvernement va augmenter son aide dans ce domaine à 26 millions de francs pour une période de 4 ans. C'est l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC) qui a été mandaté pour mener ce programme de promotion des importations de trente pays. Le Vietnam, le Pérou, le Ghana, le Nigeria, la Bulgarie et la Roumanie ont été désignés pays de concentration pour cette action.³⁰

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 31.12.1999
FRANÇOIS HUGUENET

Comme dans d'autres pays européens, **l'année 1999 sur le plan économique en Suisse** aura encore été marquée par la crise asiatique. Ce n'est qu'à partir du second semestre que les effets de la reprise ont sensiblement commencé à se faire sentir, avec surtout une incidence positive sur les exportations. La demande intérieure, qui avait déjà entamé son redressement en 1998, a continué sur sa lancée dynamique. Quant à la croissance de l'économie helvétique, elle a régressé légèrement à 1,7%.³¹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 13.05.2004
ELIE BURGOS

Au mois de février, l'**UE** a annoncé unilatéralement et sans avertissement que les produits communautaires importés en Suisse seraient taxés s'ils étaient réexportés vers l'UE. La mesure devait s'appliquer à partir du 1er mars. La Suisse a immédiatement et vivement protesté (notamment tout d'abord par la voix du seco), signalant qu'une telle mesure représenterait une violation de l'Accord de libre-échange de 1972, qui prévoit la franchise totale tant pour les produits industriels de l'UE que de la Suisse. De nombreuses entreprises suisses ont également réagi à la nouvelle et ont fait part de leurs inquiétudes. Le seco a obtenu, quelques jours plus tard, que le nouveau régime douanier européen soit repoussé et réexaminé. Vers la mi-mai, l'UE est finalement revenue sur sa décision et a renoncé à la mesure sans condition. Une interpellation urgente Büttiker (prd, SO; 04.3021), déposée au Conseil des Etats lors de la session de printemps, demandait des **éclaircissements** au Conseil fédéral concernant la réintroduction de ce droit de douane sur les produits d'origine communautaire réexportés à partir du 1er mars. Au Conseil national, ce ne sont pas moins de trois interpellations urgentes qui ont été déposées presque simultanément à ce sujet au début du mois de mars : une du groupe UDC, une du groupe socialiste et une du groupe radical-libéral. Le gouvernement, très ferme sur cette question, a déclaré avoir

demandé à l'UE de revenir sur sa position. Il en allait, selon lui, de millions de francs et de plusieurs milliers d'emplois. ³²

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 31.12.2005
ELIE BURGOS

Le commerce extérieur a atteint de nouveaux sommets, réalisant son meilleur résultat depuis quatre ans. Les **importations** (143'159 millions de francs, soit une augmentation nominale de 8,1% par rapport à 2004) ont affiché une croissance nominale plus prononcée que les exportations (151'455 millions de francs, soit une augmentation nominale de 6,9% par rapport à 2004). Au niveau des branches exportatrices, les instruments de précision, l'horlogerie, la bijouterie et la chimie ont fait de brillants résultats, cette dernière affichant une hausse de 10,6% par rapport à l'année précédente. Quant à la balance commerciale, elle a bouclé l'année avec un excédent de 8,3 milliards de francs, inférieur de presque un milliard de francs (-10,9%) par rapport au record de l'année 2004. Le recul repose principalement sur le déficit de croissance avec l'UE. Par régions, un grand dynamisme est à mettre sur le compte des pays en transition (CEI, pays du sud-est européen et Chine), ainsi que des pays en développement (Inde, notamment). En ce qui concerne les échanges avec les pays industrialisés, principaux partenaires de la Suisse, tant les importations (+7,5%) que les exportations (+7,3%) ont augmenté par rapport à l'année précédente. Si le commerce avec l'UE a affiché une évolution similaire, il a été plus intense avec les USA (importations: +14,1%; exportations: +13,3%). ³³

Wirtschaft

Wirtschaftspolitik

Strukturpolitik

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 08.11.1991
HANS HIRTER

Im Oktober 1989 hatten die Umweltschutzminister der sieben Staaten mit Alpenanteil (Frankreich, Italien, Schweiz, Liechtenstein, Deutschland, Österreich und Jugoslawien) beschlossen, unter dem Namen **Alpenkonvention** ein völkerrechtliches Vertragswerk zwischen den erwähnten Staaten und der EG zum Schutz der Alpen zu realisieren. Darin sollen die Grundlagen für eine langfristige Erhaltung der Alpen als Naturraum, aber auch als Lebens- und Wirtschaftsraum für die Bewohner festgelegt werden. Die vom EDI im Frühjahr eingeleitete Vernehmlassung ergab bei den grossen Parteien und auch in Umweltschutzkreisen Zustimmung. Die Mehrheit der Alpenkantone, insbesondere Graubünden und Wallis, äusserten sich hingegen skeptisch bis ablehnend. Sie befürchteten, dass die sehr allgemein gehaltene Konvention die Grundlage zu Fremdbestimmung und zu Einschränkungen für die lokale Wirtschaft bilden könnte. Trotz diesem Widerstand beschloss der Bundesrat, die Konvention am 7. November in Salzburg zu unterzeichnen. Er will sie dem Parlament allerdings erst dann zur Ratifizierung vorlegen, wenn die zu ergreifenden Massnahmen für die einzelnen Politikbereiche ebenfalls vorliegen. ³⁴

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 31.12.1999
HANS HIRTER

Die **bilateralen Verträge** mit der EU werden in Zukunft den grenzüberschreitenden wirtschaftlichen Wettbewerb fördern. So werden Gewerbebetriebe neunzig statt nur acht Tage pro Jahr **genehmigungsfrei jenseits der Grenze arbeiten** dürfen. Namentlich in Regionen, wo im benachbarten Ausland wesentlich tiefere Löhne bezahlt werden (Westschweiz, Tessin), wuchs deshalb die Angst um die Erhaltung der einheimischen Kleinunternehmen und ihrer Arbeitsplätze. Der jurassische Nationalrat Lachat (cvp) verlangte mit einer Motion vom Bundesrat zusätzliche regionalpolitische Interventionen zugunsten dieser Regionen. Insbesondere forderte er vom Bund Mithilfe beim Ausbau der Infrastrukturen und des Bildungsangebots, sowie eine Verlagerung von Bundesstellen in diese Gebiete. Der Bundesrat stellte in seiner Antwort die positiven Auswirkungen der verstärkten Konkurrenz, von welcher auch Firmen in den Grenzregionen profitieren würden, in den Vordergrund. Seiner Ansicht nach drängen sich zusätzlich zu den vom Parlament beschlossenen flankierenden Massnahmen gegen Lohndumping und den bestehenden Regionalförderungsprogrammen wie Investitionshilfegesetz, Regio plus oder INTERREG keine neuen Massnahmen auf. Auf seinen Antrag wurde der Vorstoss als Postulat überwiesen. ³⁵

Afin d'anticiper les conséquences du Brexit, la Suisse a conclu un **accord bilatéral commercial avec la Grande-Bretagne**. L'entrée en vigueur de cet accord est dépendant de la cessation des accords entre la Grande-Bretagne et la Suisse par le canal des accords avec l'UE. L'objectif est de maintenir une continuité grâce au respect des «droits et obligations économiques et commerciaux».³⁶

Infrastruktur und Lebensraum

Umweltschutz

Naturschutz

La Conférence des Etats parties à la **Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages** menacées d'extinction (CITES) qui s'est tenue en juin à Harare (Zimbabwe) a été à l'origine d'une vive polémique entre la Confédération et Greenpeace Suisse. Critiquant l'attitude de la Suisse durant cette réunion, l'association écologiste s'en est ouvertement prise au chef de la délégation helvétique, Peter Dollinger, l'accusant de favoriser la disparition d'espèces menacées et exigeant en conséquence sa démission immédiate. Plus précisément, Greenpeace a reproché à la délégation suisse d'avoir non seulement émis des réserves à la protection de 18 espèces menacées, mais surtout d'avoir voté une levée partielle du moratoire sur le commerce de l'ivoire provenant des défenses d'éléphants. Faisant l'objet d'une campagne d'affichage dirigée contre lui, le haut fonctionnaire fédéral a alors décidé de porter plainte contre ses détracteurs. Ceux-ci n'ont toutefois pas désarmé puisqu'ils ont fait parvenir une pétition munie de 15'000 signatures aux autorités fédérales exigeant que la Suisse modifie sa politique en matière de protection des espèces. Saisie de l'affaire à deux reprises, la justice bernoise a pour sa part fait interdire la campagne d'affichage à l'encontre du haut fonctionnaire à titre de mesure provisionnelle.³⁷

1) Communiqué de presse du SECO du 30.11.19

2) Suisse, 26.9.90

3) FF, 1996, II, p. 289 ss.; presse du 26.3.96.

4) Presse du 20.7.91.

5) FF, I, 1992, p.1074ss.; Presse du 18.12., 19.12. et 24.12.91.

6) 24 Heures, 10.1.95; presse des 15.6 et du 7.12 au 9.12.95; JdG, 19.8.95.

7) JdG, 20.11.96; TA, 7.12.96; presse des 10.12, 13.12 et 14.12.96.

8) BO CN, 1998, p. 495 ss.; FF, 1999, p. 1013 s. (Rapport du CF sur la politique économique extérieure 98/1+2). TG, 5.6.98 (Canada).

9) FF, 2000, p. 1314 s.; LT, 7.6.99 (Canada); TG, 14.12 et 15.12.99 (Genève et négociations avec d'autres pays).

10) Le conseiller fédér. Johann Schneider-Ammann rencontre le ministre du Commerce chinois Gao Hucheng.pdf

11) BO CE, 1981, p. 2 ss.; BO CE, 1981, p. 29 ss.; BO CE, 1981, p. 318 ss.; BO CE, 1981, p. 435 ss.; BO CN, 1981, p. 1131 ss.; BO CN, 1981, p. 1386; BO CN, 1981, p. 1392; BO CN, 1981, p. 744 ss.; BaZ, 10.9. und 19.11.81; BZ, 11.9.81; L'Hebdo, 2.10.81.; FF, 1981, I, p. 213 ss.; FF, 1981, I, p. 29 ss.; FF, 1981, II, p. 1 ss.; FF, 1981, II, p. 226 s.; FF, 1981, III, p. 250; FF, 1981, III, p. 77 ss.; FF, 1982, I, p. 440 ss.; FF, 1982, I, p. 448 ss.; Roethlisberger (1981). La politique des produits de base vue par la Suisse.; Roethlisberger (1981). Mesures concernant le commerce et les produits de base: Préférences tarifaires, Fonds commun, Cacao, Caoutchouc.

12) BBI, 1980, III, S. 167 ff.; BBI, 1980, III, S. 32 ff.; BBI, 1981, I, S. 548 ff.; NZZ, 4.6., 13.12.80; 24 Heures, 5.6.80; Bund, 15.12.80;

13) Aussenwirtschaft, 35/1980, S. 221 ff.; BBI, 1981, I, S. 531 ff.; Der Monat in Wirtschaft und Finanzen, 1981, Nr. 2; Die Volkswirtschaft 54/1981, Heft 3; Documenta, 1980, Nr. 3, S. 21 f.; Mitteilungen der Kommission für Konjunkturfragen, Nr. 268; Mitteilungsblatt für Konjunkturfragen, 36/1980, S. 81 ff.; NZZ, 18.10.80; 24 Heures, 13.1.81; BaZ, 17.1.81.; SNB, Monatsbericht, Februar 1981, S. 33 ff.; Schweiz. Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik, 116/1980, Nr. 2, S. 149 ff.

14) BaZ, 14, 17. 1.81; 24 Heures, 9, 13.1.81.; Ditzler et al. (1980). Einige empirische Ergebnisse bezüglich des Einflusses des Wechselkurses auf die schweizerische verarbeitende Industrie.; SNB, Monatsbericht, Februar 1981, S. 33 und 35.; Zenger (1980). Volkswirtschaftliche Wirkungen realer Kursänderungen des Schweizerfrankens.

15) BBI, 1980, III, S. 8 ff.; BBI, 1981, I, S. 535 ff.; Die Volkswirtschaft, 54/1981, Heft 2, S. 8 ff.; Höhn (1980). Der schweizerische Aussenhandel mit der Dritten Welt 1972-1978.; Mitteilung/Konjunkturfragen, Nr. 268; NZZ, 30.1., 10.9., 20.10. und 5.12.80; 24 Heures, 5.6.80; Bund, 24.9.80 und 23.1.81; TA, 6.12.80.

16) FF, 1991, p. 399; NZZ, 13.3.90.

17) FF, 1995, II, p. 489 ss.

18) BO CE, 1995, p. 232 ss.; BO CN, 1995, p. 799 ss.

19) JdG, 15.2.95; presse du 1.7.95.

20) BO CE, 1995, p. 1145.; BO CN, 1995, p. 1941 s.; FF, 1995, III, p. 325 ss.

21) Presse des 12.10 et 17.12.96.

22) TA, 18.1.97; presse du 20.1.97.

23) Presse du 6.2.98.

24) BO CE, 1997, p. 30 ss.; BO CE, 1997, p. 422; BO CN, 1997, p. 417 ss.; BO CN, 1997, p. 486 ss.; BO CN, 1997, p. 835 s.; FF, 1997, II, p. 1386 s.; FF, 1997, II, p. 1464; presse du 14.1.97 (Accord Suisse-USA).

25) NZZ, 30.1.98.

26) JdG et TA, 26.2.98.

27) FF, 1999, p. 1051ss.; TA et Blick, 29.10.98; NZZ, 30.10.98; LT, 16.12.98.

28) NZZ, 16.3.99.

29) Lib., 30.3.99.

30) Presse du 11.5.99.

31) FF, 2000, p. 1291 ss.

32) BO CE, 2004, p. 113 ss.; BO CN, 2004, p. 341 ss.; LT et 24h, 20.2.04; LT et 24h, 25.2.04; presse du 13.5.04.

33) Communiqué de presse de l'Administration fédérale des douanes (AFD), 2.2 et 6.6.06.

- 34) NZZ, 27.6., 19.7., 19.9., 24.10. und 6.11.91; BzZ, 12.7. und 16.10.91; Bund, 15.7. und 31.10.91; TA, 28.10.91; Presse vom 31.10. und 8.11.91
- 35) Amtl. Bull. NR, 1999, S. 2671
- 36) AZ, SGT, TA, 12.2.19
- 37) BO CE, 1997, p. 1369; NQ, 21.7.97; TA, 19.7, 24.7, 2.8 et 8.8.97; Bund, 14.10.97; Presse des 3.6, 15.7 et 14.8.97